



À Nanterre (92), les eaux provenant des papeteries de la Seine sont captées par des jardins filtrants. La PME Phytorestore, qui a mis au point ce procédé, se tourne vers l'export pour résister à la crise et gagner de nouvelles parts de marché.

Écoactivités et écorégion

La croissance verte, un remède à la crise

Des logements économes en énergie, des voitures 100% électriques, des déchets valorisés : les projets tentant de réconcilier l'économie et l'écologie ont le vent en poupe. La croissance verte sera une réponse à la crise.

MUTATION ☉ Difficile, en scrutant les chiffres du chômage, d'imaginer que la crise mondiale pourrait déboucher sur un monde plus responsable. C'est pourtant l'avis de plus en plus de politiques et de dirigeants d'entreprise, qui plaident en faveur de la croissance verte : un cycle vertueux qui conduirait des pans entiers de l'économie à s'adapter aux questions du réchauffement climatique et de l'épuisement

des ressources naturelles. Du côté des États, remis brusquement en selle pour réguler le marché mondial, les plans de relance esquissent des tentatives, plus ou moins affirmées, d'une réconciliation entre l'économie et l'écologie. La France a affiché ses ambitions lors du Grenelle de l'environnement. En Allemagne, le sauvetage des banques a été rapidement suivi d'annonces en direction des ménages pour diminuer la

consommation énergétique des logements et favoriser l'achat de voitures moins polluantes. Aux États-Unis, Barack Obama a emboîté le pas aux idées prônées par Al Gore, qui, dans le *Financial Times*, rappelle que soutenir une économie verte, « c'est un investissement pour un futur plus équitable et plus prospère ».

Dès à présent, dans les territoires, les initiatives concrètes se déploient. Et l'Île-de-France peut devenir un vrai laboratoire de cette économie naissante. Pour cela, elle met en avant l'écorégion qui vise à repenser toutes les actions régionales au regard du développement durable. De schémas directeurs en plans régionaux, elle réforme ses aides et dégage des



© BERTRAND DESPREZ/AGENCE VU

À Cergy-Pontoise (95), Phycosource part à la découverte de nouvelles molécules issues des microalgues.

cohérences. Traduction concrète de ce principe, l'écoconditionnalité de certaines aides de la Région. Désormais, pour bénéficier de la manne régionale, les entreprises doivent intégrer de plus en plus les enjeux environnementaux.

Le dispositif se met en place progressivement. Depuis le 1^{er} janvier 2009, il concerne les projets de logements neufs : ils doivent être équipés d'une chaufferie bois, de panneaux solaires ou de dispositifs de production d'énergie renouvelable. Les piscines franciliennes sont tenues, elles aussi, de répondre à des critères très précis pour la gestion de l'énergie et celle de l'eau. Cette préoccupation se décline également au niveau des programmes de construction de bureaux, dont les maîtres d'ouvrage doivent aller au-delà des normes nationales pour espérer l'aide régionale. Bien sûr, ces contraintes ont des coûts... mais elles sont surtout des opportunités, dégageant des économies d'énergie importantes et créant de nouveaux emplois. Elles sont aussi un formidable levier pour l'innovation dans le monde de l'entreprise.

Gisements d'emplois

Pour que ces gisements d'emplois ne restent pas en friche, la formation professionnelle s'adapte, avec des programmes intégrant l'aménagement et la gestion écologique des territoires, la qualité environnementale des bâtiments...

Cette préparation des emplois de demain a conduit aussi à la création de « domaines d'intérêt majeurs » dans le secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche. Ainsi, un réseau de recherche sur le développement soutenable, mis en place par la Région et géré par le Centre national de la recherche scientifique (CNRS), a vu le jour en 2006, établissant des passerelles entre plusieurs disciplines scientifiques... Il a permis, à ce jour, de soutenir une cinquantaine de projets de recherche portant sur la dégradation de milieux aquatiques, les flux de carbone, l'écovnovation dans l'industrie automobile ou encore l'acceptabilité sociale de l'éolien en Île-de-France.



© ISABELLE ESPIRAGHIA/AGENCE VU

Sur le site de Sarp Industries, à Limay (78), les huiles de friture usagées sont transformées en biodiesel.

En conditionnant l'attribution de subventions à des critères environnementaux, la Région est devenue une actrice de la croissance verte.

Labellisé « pôle de compétitivité à vocation nationale », Advancity est un autre acteur majeur de cette croissance verte. Implanté à Marne-la-Vallée (77), il rassemble près de 90 organismes, PME, leaders mondiaux de l'industrie et établissements d'enseignement supérieur et de recherche, dont le point commun est l'intérêt porté à la ville du futur et à la mobilité. Il est vrai qu'avec ses 40 millions de déplacements chaque jour l'Île-de-France constitue un champ d'expérimentations unique. Depuis sa création en 2005, Advancity a reçu 4,7 millions d'euros d'aides régionales pour ses projets de recherche et développement.

Microalgues et voiture électrique

Mettre au point des matériaux efficaces et recyclables, concevoir une ville moins consommatrice en énergie, opter pour une éco-conception des produits : de nombreuses PME franciliennes sont à la pointe du combat. Les unes, comme Phycosource à Cergy-Pontoise (95), mettent au point des actifs cosmétiques à partir de microalgues. D'autres, à l'instar de The Green Factory, développent des programmes de recherche pour permettre une fabrication industrielle de mobiliers à partir de matériaux innovants et écologiques. Ou bien réalisent des jardins extraordinaires où les polluants seront biodégradés. Un savoir-faire développé par l'équipe de Phytorestore qui est intervenue à Nanterre (92). Ses jardins filtrants® ne sont pas seulement un procédé de dépollution qui a fait ses preuves : ils favorisent la biodiversité et deviennent un lieu prisé des familles. Pionnier dans la conception et la réalisation de ces espaces résolument naturels, Phytorestore se tourne maintenant vers l'export, pilotant des projets au Maroc, en Chine ou en Algérie. Même les industries traditionnelles de l'Île-de-France se préparent à cette révolution. Le groupe Renault sort de ses cartons la voiture 100% électrique. Un centre de recherche de 250 hectares dédié à ce projet devrait voir le jour sur le site de Flins, dans les Yvelines. Une bonne nouvelle dans un secteur en plein marasme et pour un site qui a connu plusieurs semaines d'arrêt de sa production. Du coup, certains se prennent à rêver, voyant dans la croissance verte le remède qui sauvera les entreprises, les emplois... et la planète ! ●

DOSSIER RÉALISÉ PAR PIERRE CHAPDELAIN

DÉCHETS | Valorisation

Coup de pompe pour les biocarburants

La croissance verte se passera-t-elle des biocarburants ? Il y a quelques années, ils étaient présentés comme la solution face aux perspectives de pénurie de pétrole. Mais les biocarburants ont depuis été accusés de

détourner la vocation de l'agriculture. Beaucoup de projets sont rangés dans les tiroirs. À Limay (78), l'usine de Sarp Industries, une filiale du groupe Veolia, va entrer dans sa phase de production dès cet été. Il est vrai qu'ici le

biodiesel n'est pas obtenu à partir de maïs, de betterave ou de canne à sucre, mais de déchets, à savoir des huiles de friture des restaurants. Prétraitée puis régénérée, l'huile sera transformée en biodiesel qui sera

acheminé par la Seine jusqu'aux dépôts pétroliers. Avec une capacité de production de 45 000 tonnes, le site, unique en France, alimentera notamment la flotte du groupe Veolia, des bus et des camions-poubelles.

REPORTAGE Face à l'émergence de nouveaux métiers La formation professionnelle se met au vert

Construire mieux, produire autrement : la formation professionnelle intègre de plus en plus les enjeux liés à l'environnement. À Montreuil (93), Nicolas Herriberry, stagiaire, apprend à réaliser des murs végétalisés.

RECONVERSION ⊕ Prévoir les mutations liées à la croissance verte, c'est le défi qui se pose au secteur de la formation professionnelle. Les métiers vont changer, certains risquent de disparaître, d'autres vont être créés de toutes pièces, pour répondre à de nouveaux besoins.

À Montreuil, au lycée des métiers de l'horticulture et du paysage, une nouvelle formation organisée par le Greta « bâtiment, industrie, paysage 93 » accueille ses tout premiers stagiaires. Parmi eux, Nicolas Herriberry, venu parfaire ses connaissances en matière de réalisation de murs végétalisés. « Ce n'est pas simplement tendance, lâche-t-il. En Île-de-France, toits et murs végétalisés permettent de compenser la rareté d'espaces verts au sol. » Après cinq jours de cours et de travaux pratiques, il ne cache pas qu'il aura besoin d'en savoir encore plus. Il veut fonder son entreprise, qui intégrera tous les métiers liés au jardin. Pour lui, pas de doute, il faudra revisiter les pratiques professionnelles qui ont trop souvent ignoré les réalités écologiques. Les paysagistes et les jardiniers ne sont pas les derniers concernés par cette révolution : « Beaucoup ne voulaient pas entendre parler d'écologie. Désormais, ils

sont plus réceptifs. Face à la crise, certains se disent même que c'est une occasion de se repositionner et de gagner des parts de marché... » Paysagiste à Paris, Alain Bietrix intervient dans le cadre de cette formation. Il confirme l'attente très forte des professionnels. « Ils réclament des informations sur les techniques, sur la réglementation. Mais il y a encore des obstacles. Nous mettons en cause quarante ans de pratiques et d'utilisations massives de produits phytosanitaires. C'est un tremblement de terre. »

Des stagiaires très demandeurs

Ces bouleversements s'étendent à de nombreux métiers. En Île-de-France, les formations qui interviennent dans l'efficacité énergétique, le management environnemental, la gestion des espaces verts, la maîtrise de l'eau, la propreté urbaine, l'aménagement de l'espace, l'écoconstruction, le traitement des pollutions ou encore la connaissance du végétal font le plein de stagiaires. Cette panoplie verte passe aussi par le Conservatoire national des arts et métiers. Avec l'aide de la Région, son offre de formations s'est adaptée pour prendre en compte cette nouvelle donne. Salariés, cadres et demandeurs d'emploi bénéficient de cours du soir ou de formations à distance, par exemple, sur la conversion d'énergie dans les moteurs thermiques ou sur la législation des nuisances environnementales. ●

PIERRE CHAPDELAIN

⊕ Plus d'informations sur www.cnam-idf.fr



Au lycée horticole de Montreuil (93), Nicolas Herriberry (à gauche) apprend à réaliser des murs végétalisés. Il est encadré par Alain Bietrix, paysagiste à Paris.

REPÈRES



50 000 emplois sont recensés dans les écoactivités franciliennes, dont 16500 dans le secteur des déchets et 8000 dans celui de l'eau.

15 milliards d'euros, c'est le chiffre d'affaires des écoactivités franciliennes.

300 laboratoires de recherche sont spécialisés dans le secteur de l'environnement en Île-de-France.

248 stagiaires ont suivi des formations professionnelles, du 15 juillet 2007 au 1^{er} juin 2008, dans le cadre du programme « actions en faveur de l'environnement » mis en place par la Région Île-de-France.

50% des Français estiment que les entreprises prennent des initiatives « vertes » pour « améliorer leur image ». Seulement 4% d'entre eux considèrent que ces actions sont menées pour préserver l'environnement. Selon l'étude « Our Green World » réalisée par TNS Sofres auprès de 13000 personnes dans 17 pays, 92% des Français sont inquiets de l'état de la planète.

SAVOIR +



• Sur www.iledefrance.fr, les actions régionales en faveur de la croissance verte : développement économique, écorégion, innovation et formation.

• Sur www.ecoformations.net, les formations et les métiers liés à l'environnement et les organismes qui les proposent.

• Sur www.carif-idf.org, toutes les formations rassemblées par le Centre d'animation de ressources et d'informations sur les formations.

POINT DE VUE

La Région, actrice de la croissance verte



DE GAUCHE À DROITE, LES VICE-PRÉSIDENTS DU CONSEIL RÉGIONAL DANIEL BRUNEL, FORMATION PROFESSIONNELLE, DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET EMPLOI MICHEL VAMPOUILLE, ENVIRONNEMENT, DÉVELOPPEMENT DURABLE ET ÉCORÉGION ET MARC LIPINSKI, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, RECHERCHE ET INNOVATION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE.

➔ DANIEL BRUNEL « Pour accompagner l'émergence des métiers de demain, notre système de formation professionnelle s'adapte. Ainsi, depuis plus de quatre ans, un programme de formation spécifique à l'environnement et au développement durable a été mis en place. Nous inscrivons dans le cahier des charges des formations des critères environnementaux de plus en plus précis. Enfin, nous travaillons à partir des besoins exprimés par les TPE et PME du secteur des écoactivités. »

➔ MICHEL VAMPOUILLE « Les préoccupations qui sont dans le Grenelle de l'environnement, nous les mettons en œuvre depuis 2004 au sein de nos politiques régionales. Ainsi, l'écoconstruction, c'est une exigence que l'on a intégrée pour les lycées et pour les projets que nous finançons : piscines, logements, immobilier d'entreprise, bâtiments universitaires... Nous sortirons de la crise par une relance plus orientée vers le développement durable. Les entreprises du bâtiment le savent et s'y préparent, notamment en termes de formation. »

➔ MARC LIPINSKI « Prochainement le Passage de l'innovation regroupera au cœur de Paris le Centre francilien de l'innovation, créé pour accompagner les PME dans leurs démarches éco-innovantes, le Lieu du design, qui incitera les entreprises à utiliser les processus d'éco-conception, et Cap Digital, le pôle de compétitivité dédié aux nouveaux usages numériques. En impulsant de tels rapprochements, la Région prépare son tissu économique à la mue écologique indispensable pour bâtir l'avenir de façon créative et responsable. »